



Le PNGO condamne la décision du gouvernement néerlandais de mettre fin à son financement de l'UAWC

## Description

Le 7 janvier 2022, par le Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes (PNGO)



Le Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes (PNGO) regroupe et représente les principales et les plus anciennes ONG en Palestine. L'un des membres respectés du PNGO est l'Union des comités de travail agricole, l'UAWC.

Aujourd'hui, tous les membres du PNGO sont solidaires de l'UAWC, après la décision du gouvernement néerlandais de mettre fin à son financement. Il s'agit d'une décision honteuse, dirigée contre la société civile palestinienne dans son ensemble, une décision que le PNGO condamne dans les termes les plus forts.

Comme l'UAWC a précisé dans sa [déclaration](#) du 5 janvier 2022, le gouvernement néerlandais a cessé son financement de l'UAWC sur la base d'une enquête externe, qu'il avait ordonné en réponse aux campagnes de diffamations et de pressions d'Israël. En réalité, en confirmant son indépendance organisationnelle, cette enquête a innocenté l'UAWC des allégations toxiques d'Israël, concluant, comme a également reconnu le gouvernement néerlandais dans sa [lettre](#) du 5 janvier 2022, que :

- l'UAWC n'a aucun lien financier avec le FPLP ;
- il n'y a aucune « unité organisationnelle » entre l'UAWC et le FPLP ;
- l'UAWC n'est pas dirigée par le FPLP ;
- l'UAWC n'a aucun lien avec la branche armée du FPLP ;
- les membres du conseil d'administration et du personnel n'ont pas utilisé leur position UAWC pour s'engager dans le terrorisme.

La suppression du financement de l'UAWC par le gouvernement néerlandais, malgré ces conclusions, témoigne de ses mauvaises intentions et d'un manque de responsabilité choquant de sa part. Le gouvernement néerlandais a agi ainsi sur la base de prétendus « liens individuels » de membres du conseil d'administration et du personnel de l'UAWC avec le FPLP. En dehors de la question de savoir si de tels liens existent ou non, cette approche équivaut à une conditionnalité politique mal taillée. Elle enfreint les droits politiques des personnes et leurs libertés de pensée et d'expression, et elle ignore totalement les responsabilités et obligations de l'UAWC en tant qu'employeur qui est tenu au respect du droit national palestinien et aux principes des droits de l'homme. Une telle conditionnalité politique est inacceptable et carrément rejetée par le PNGO.

Les organisations de la société civile palestinienne ont le droit d'agir librement et en toute sécurité pour promouvoir les droits humains et apporter des services humanitaires. Pour mener bien leur tâche essentielle, elles méritent et comptent sur le soutien de partenaires internationaux. En cessant le financement de l'UAWC sur la base des motifs susmentionnés, le gouvernement néerlandais abuse de la confiance de la société civile palestinienne et il nuit à sa réputation, et à son statut de donateur et de partenaire fiable des défenseurs des droits humains.

Le moment de l'arrêt du financement ajoute l'insulte à la blessure : à savoir quelques semaines seulement après la désignation par le gouvernement israélien de six grandes ONG palestiniennes en tant qu'organisations terroristes. Et l'UAWC est une de ces ONG. Le fait par les Pays-Bas de cesser son financement pour des raisons politiques constitue un encouragement pour le gouvernement israélien à intensifier ses attaques contre la société civile palestinienne et alimente les campagnes de diffamation et d'incitation de groupes comme l'ONG Monitor, lesquels protègent l'occupation et l'apartheid israéliens.

Il est honteux qu'un pays fondé sur des valeurs et les lois comme les Pays-Bas aide, en réalité, le gouvernement israélien et des groupes comme l'ONG Monitor dans leur campagne visant à bouleverser et détruire la société civile palestinienne.

Dans ce contexte, le PNGO :

1. Réitére sa ferme condamnation de la suppression du financement de l'UAWC par le gouvernement néerlandais ;

2. Annonce que le 11 janvier 2022 sera une journée de protestation collective contre cette suppression du financement de l'UAWC ;
3. Appelle la société civile et les groupes de solidarité dans le monde à rejoindre notre protestation et à amplifier, notamment en envoyant des lettres de protestations au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas (Département MENA : [dam-movp@minhuza.nl](mailto:dam-movp@minhuza.nl)) ;
4. Demande instamment à tous les autres donateurs de l'UAWC, tant gouvernementaux que privés, de maintenir leur financement de l'UAWC ;
5. Enjoint à toutes les ONG palestiniennes de ne pas rejoindre ou poursuivre des projets dont l'UAWC a été exclue en raison de conditionnalité politique, en particulier les projets financés par les Pays-Bas ;
6. Demande à la communauté des donateurs de rejeter et dénoncer catégoriquement les financements basés sur une conditionnalité politique, ainsi que sur une utilisation de lois antiterroristes pour réprimer la société civile.

Le Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes (PNGO) est composé d'organisations importantes de la société civile et les plus éminentes en Palestine. C'est une union civique et démocratique qui s'efforce de soutenir, consolider et renforcer la société civile palestinienne sur la base des principes de la démocratie, de la justice sociale et du développement durable. Le PNGO et ses membres protègent et défendent les droits de l'homme, droits qui subissent les attaques d'une occupation vieille de 54 années par Israël qui reste la principale source des graves violations et des profondes souffrances humaines du peuple palestinien. Ces violations comprennent la confiscation de la terre, la violence des colons, les lois discriminatoires, la confiscation des ressources naturelles, les démolitions de maisons, les transferts forcés, l'usage excessif de la force, les ciblage des agriculteurs y compris des femmes et des enfants, la détention d'enfants, l'empoisonnement par exposition à des déchets toxiques, les expulsions et déplacements forcés, la privation économique et l'extrême pauvreté, le manque de liberté de mouvement, l'insécurité alimentaire, l'application discriminatoire et l'imposition d'un système à deux vitesses de droit politiques, juridiques, sociaux et culturels, et économiques, basés sur l'ethnicité et la nationalité, ce qui équivaut au crime de l'apartheid.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source : [PNGO](#)

**date créée**  
2022/01/10